

2° Poursuivent un projet de reconversion professionnelle nécessitant le suivi d'une formation ou un projet de création ou de reprise d'une entreprise. Ce projet doit présenter un caractère réel et sérieux attesté par la commission paritaire interprofessionnelle régionale mentionnée à l'article **L. 6323-17-6**, dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat.

service-public.fr

- > Allocation d'aide au retour à l'emploi (ARE) d'un ancien agent public : Article L5422-2-1 : droits rechargeables
- > Allocation chômage d'aide au retour à l'emploi (ARE) d'un salarié du privé : Article L5422-2-1 : droits rechargeables
- > Rupture conventionnelle : Code du travail : articles L5422-1 à L5422-2-1
- > Un salarié peut-il toucher l'allocation chômage en cas de démission ? : Conditions d'attribution de l'allocation chômage

L. 5422-1-1

LOI n°2018-771 du 5 septembre 2018 - art. 50

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Pour bénéficier de l'allocation d'assurance au titre du II de l'article **L. 5422-1**, le travailleur salarié demande, préalablement à sa démission, un conseil en évolution professionnelle auprès des institutions, organismes ou opérateurs mentionnés à l'article **L. 6111-6**, à l'exception de Pôle emploi et des organismes mentionnés à l'article **L. 5314-1**, dans les conditions prévues à l'article **L. 6111-6**. Le cas échéant, l'institution, l'organisme ou l'opérateur en charge du conseil en évolution professionnelle informe le travailleur salarié des droits qu'il pourrait faire valoir pour mettre en œuvre son projet dans le cadre de son contrat de travail.

Le travailleur salarié établit avec le concours de l'institution, de l'organisme ou de l'opérateur le projet de reconversion professionnelle mentionné au 2° du II de l'article **L. 5422-1**.

L. 5422-2

LOI n°2018-771 du 5 septembre 2018 - art. 64

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

L'allocation d'assurance est accordée pour des durées limitées qui tiennent compte de l'âge des intéressés et de leurs conditions d'activité professionnelle antérieure. Ces durées peuvent également tenir compte, le cas échéant, du suivi d'une formation par les intéressés. Elles ne peuvent être inférieures aux durées déterminées par décret en Conseil d'Etat.

[Conseil d'Etat](#)

> Conseil d'Etat, 1ère et 4ème chambres réunies, 2021-12-15, 452209 [ECLI:FR:CECHR:2021:452209.20211215]

L. 5422-2-1

LOI n°2013-504 du 14 juin 2013 - art. 10

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les droits à l'allocation d'assurance non épuisés, issus de périodes antérieures d'indemnisation, sont pris en compte, en tout ou partie, dans le calcul de la durée et du montant des droits lors de l'ouverture d'une nouvelle période d'indemnisation, dans les conditions définies dans les accords relatifs à l'assurance chômage mentionnés à l'article **L. 5422-20**.

service-public.fr

- > Allocation d'aide au retour à l'emploi (ARE) d'un ancien agent public : Article L5422-2-1 : droits rechargeables
- > Allocation chômage d'aide au retour à l'emploi (ARE) d'un salarié du privé : Article L5422-2-1 : droits rechargeables
- > Rupture conventionnelle : Code du travail : articles L5422-1 à L5422-2-1